

L'euro

Un dessein inachevé

N° 76 Novembre-décembre 2015

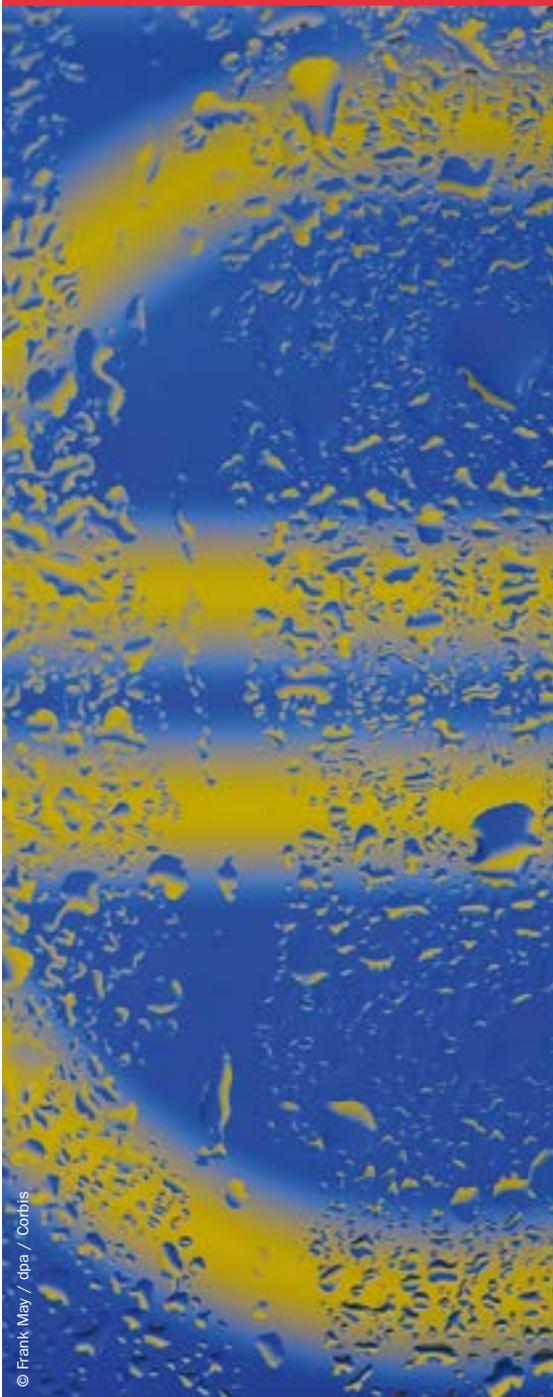
M 09894 - 76 - F : 10,00 € - RD



CANADA : 14.50 \$ CAN

N° 76 SOMMAIRE

DOSSIER...



© Frank May / dpa / Corbis

L'euro, un dessein inachevé

4 Ouverture – L'euro, objet complexe

Serge Sur

10 Pourquoi l'euro ? Un rappel historique sur la création de la monnaie unique

Emmanuel Mourlon-Druol

22 L'Allemagne et la monnaie : au nom de la démocratie et de l'Europe

Alain Fabre

33 La zone euro et les autres États de l'Union européenne

Étienne Farvaque

42 Vers la fin d'une certaine naïveté monétaire européenne

Entretien avec Christian de Boissieu

50 Un rôle international accru dans un système monétaire en voie de multipolarisation

Olivier Marty

61 Zone euro : la souveraineté budgétaire en question

Jean-Claude Chouraqui

71 Avenir de la zone euro : la preuve par la Grèce ?

Noëlle Burgi

79 Sortir de l'euro : un spectre ou une menace crédible ?

Jean-Paul Betbeze

Et les contributions de

Céline Antonin (p. 30)

Jézabel Coupey-Soubeyran (p. 18)

Sandrine Levasseur (p. 40)

Alexandre Sokic (p. 59)

et *Alain Trannoy (p. 67)*

Questions EUROPÉENNES

87 La laïcité en France et aux États-Unis : perspectives historiques et enjeux contemporains

Amandine Barb

95 La nouvelle *Ostpolitik* de l'Allemagne unifiée : la quête de stabilité en Europe et au-delà

Stephan Martens

Regards sur le MONDE

102 Vulnérabilité et pauvreté en Haïti

Romain Cruse

Les questions internationales à L'ÉCRAN

110 *Le Fond de l'air est rouge* de Chris Marker

Joël Bouvier

Documents de RÉFÉRENCE

117 Deux tentatives d'union monétaire

Félix Esquiro de Parieu et Anita Tiraspolky (extraits)

Les questions internationales sur INTERNET

124

Liste des CARTES et ENCADRÉS

ABSTRACTS

125 et 126

L'euro, objet complexe

L'euro est le pain quotidien de la majorité des ressortissants de l'Union européenne. Il est leur monnaie ordinaire pour leurs petits et grands achats. Ses treize ans d'existence fiduciaire semblent déjà immémoriaux. Il est comme la langue commune – langue commune, mais monnaie unique – qui assure la circulation et la fluidité des échanges économiques dans l'Union et affirme son identité internationale. Monnaie donc, mais aussi beaucoup plus que cela. L'euro est plus que l'euro. Symboliques, politiques, économiques, sociétaux, ses registres sont multiples, positifs ou plus incertains. Ils débordent très largement la dimension technique d'une monnaie, de ses taux de change, de son rôle international, de sa gouvernance : ce sont là des questions d'experts dont les opinions ne se soucient guère qu'au moment des crises qui les affectent et dont personne ne sait trop qui en comprend les données et qui en maîtrise les solutions. Objet complexe, l'euro reste flottant, fragile, comme incertain de son avenir, un dessein inachevé.

Des registres multiples

- Le registre **symbolique** n'est pas le moins important. Les billets offrent l'image positive de la libre circulation monétaire dans toute la zone euro, le sentiment d'une communauté humaine, de Brest à Riga, de Hambourg à Palerme. Les monuments anciens qui les illustrent renvoient à un patrimoine culturel commun, ponts, aqueducs, chapiteaux, colonnes. Mais tous sont des abstractions, d'un côté tournées vers le passé, de l'autre anonymes, comme des archétypes d'une utopie mémorielle dont les acteurs et témoins ont disparu. Approche moins
- positive, muséographique ou archéologique de l'Europe ? Signe d'une identité qui se cherche ? Les pièces, auxquelles on ne fait plus vraiment attention, introduisent une diversité nationale plus visible, puisque leur revers s'orne de symboles spécifiques, profils de souverains ou illustrations propres à chaque pays.
- Ambiguïté d'une monnaie unique qui affiche à la fois homogénéité et différences, avec l'exception de quelques pièces commémoratives communes. Des républiques enracinées acceptent ainsi en leur sein la valeur monétaire de symboles monarchiques. Les grands personnages, hommes ou femmes, qui ornent nombre de monnaies nationales, sont alors remplacés par de placides souverains sans pouvoir, rien qui fâche. La zone euro n'est ni monarchique ni républicaine, pas davantage que l'Union européenne elle-même, qui n'a pas choisi sa forme politique. Le passé, si souvent sollicité par ailleurs, est soigneusement édulcoré. Célébrer par exemple des victoires militaires conduirait à offenser les vaincus – on se souvient de l'hostilité de la France à un projet de pièce belge illustrant en 2015, deux cents ans après, la bataille de Waterloo. Projet étrange et provocateur au demeurant dès lors que la construction européenne est vouée à la paix.
- La dimension **sociétale**, pour être moins immédiatement sensible, est loin d'être négligeable. Elle se marque surtout par la considération que les limites de la zone euro et de l'Union européenne ne coïncident pas, et que tous les États membres ne sont, selon les cas, pas élus ou pas éligibles à l'euro. L'attractivité de l'euro est très différenciée suivant les sociétés. Cette situation recouvre

deux hypothèses bien distinctes, entre ceux qui refusent d'entrer et ceux qui ne le peuvent pas. On le sait, à la première correspondent le Royaume-Uni et ceux qui le suivent souvent, Danemark et Suède notamment. Ce sont plus que des raisons techniques qui expliquent leur abstention, plutôt une attitude générale à l'égard de la construction européenne, une conception d'une Europe à la carte plus qu'institutionnelle. C'est aussi un choix culturel, la préférence pour la périphérie et la sauvegarde d'une identité propre. Mais il faut également singulariser la position britannique, répugnant à renoncer à une monnaie longtemps internationale, aux restes de liens impériaux et à l'autonomie financière de la City.

À côté, les États membres de l'Union qui ne remplissent pas les critères nécessaires pour participer à l'euro. Longtemps, le projet de pouvoir y rentrer un jour a été un objectif national, la recherche d'une intégration plus complète dans l'Union, surtout parmi les nouveaux adhérents, anciennes démocraties populaires ou pays balkaniques. Être reçu au sein de la zone euro sonnait comme devenir Européen à part entière. Cette situation a eu tendance à s'inverser depuis les dernières crises de l'euro, avant même les difficultés propres à la Grèce. Tous les candidats virtuels ne partagent pas ces réticences et certains, comme les pays baltes, ont accompli de grands efforts pour remplir les conditions requises. Mais, soit que ces contraintes soient trop fortes, soit que l'euro leur apparaisse trop faible, voire les deux, l'enthousiasme de certains États et de leurs opinions s'est fortement refroidi. En revanche, une entité comme le Kosovo, qui n'est pas membre de la zone euro ni même de l'Union européenne, a adopté en 2002 l'euro comme monnaie officielle.

- Sur le plan **politique**, les dimensions de l'euro s'accumulent, s'entrecroisent, voire se contredisent. Il est une monnaie politique, puisqu'il résulte d'une volonté collective, de la décision d'hommes d'État qui, avec l'approbation de leurs populations, l'ont conçu comme instrument de la construction européenne. L'euro était à la fois un moyen de renforcer les liens

entre les membres, une assurance que l'Allemagne réunifiée serait structurellement liée à l'Union et que sa prépondérance économique ne deviendrait ni hégémonie ni porte de sortie, puisque encadrée par des mécanismes collectifs. En même temps, l'euro, en quelque sorte en situation d'apesanteur politique, dissocie monnaie et pouvoir, puisque aucun État ou gouvernement en particulier ne maîtrise sa gestion et qu'il est livré à la compétition du marché international, celui des taux de change flottants. Sa gestion s'en trouve dépolitisée, ou alors demanderait l'apparition d'un autre pouvoir politique central qui n'existe simplement pas, et que la Banque centrale européenne ne saurait remplacer.

S'agit-il, comme on l'affirme souvent, pour s'en louer ou le déplorer, d'une perte de souveraineté des États de la zone euro ? Les juristes rejettent cette analyse, d'une part parce que la souveraineté ne se partage ni ne se divise, et qu'il ne faut pas confondre l'exercice en commun, voire la délégation à une instance internationale de la compétence monétaire, avec un abandon ou un transfert de souveraineté. Voici longtemps que, dans le cadre de monnaies nationales, les banques privées créent de la monnaie scripturale, ou que des institutions internationales comme le Fonds monétaire international disposent du recours à des droits de tirage spéciaux. Il s'agit de mécanismes d'interdépendance qui ne contredisent en rien le principe de la souveraineté de l'État. C'est à l'inverse au maintien de cette souveraineté que nombre d'experts imputent la fragilité de la monnaie unique, qui appellerait suivant leurs analyses un fédéralisme réel.

- Les dimensions **économiques** sont les plus ostensibles mais aussi les plus controversées. Elles recouvrent et amalgament les autres dans un ensemble complexe où données et arguments s'entrechoquent. L'euro ne conduit-il pas à subordonner de façon excessive l'économie réelle et la croissance à la monnaie ? L'objectif primordial assigné à la Banque centrale européenne, contenir l'inflation, n'impose-t-il pas des politiques d'austérité incompatibles avec la croissance ? La langueur de l'économie

de l'Union européenne n'y trouve-t-elle pas sa source ? L'hostilité allemande à l'égard de l'inflation, historiquement fondée, ne s'oppose-t-elle pas à une tradition française plus laxiste, ce qui est une dimension du malaise de la monnaie unique ? La rigueur de certaines comptabilités nationales par rapport à d'autres ne fait-elle pas de l'euro un jeu de poker menteur dans lequel les tricheurs font payer les pays vertueux ? Ses adversaires, marginaux lors de son lancement, ont repris de la voix et ses ennemis, diffus dans la zone euro, s'expriment de plus en plus ouvertement.

Dans ces conditions, sortir de l'euro est-il une option ouverte ? Elle ne pourrait reposer que sur une décision politique. Jusqu'à présent, le tabou de l'irréversibilité demeure, et l'hypothèse reste spéculative, avec nombre d'ambiguïtés. Elle est théoriquement possible, mais ses conséquences sont très difficiles à prévoir ou à maîtriser si elle se réalisait. Elles seraient surtout négatives suivant l'opinion dominante. La sortie pourrait être unilatérale, soit en raison de la puissance d'un État membre, soit à l'inverse en raison de sa faiblesse. Puissance si l'Allemagne, par exemple, choisissait de revenir au Mark et refusait d'accepter plus longtemps les charges de la solidarité, ou se faisait l'architecte d'une zone euro restreinte à l'Europe du Nord. Faiblesse, par exemple lorsque la Grèce laissait planer la menace d'un départ qui affecterait l'ensemble de la zone, voire l'existence de l'euro. La sortie pourrait être concertée, si le départ d'un ou de plusieurs membres était consenti, organisé, avec une transition consensuelle. En toute hypothèse, le coup serait rude pour la zone euro. Fort heureusement, c'est l'hypothèse opposée, celle de l'expansion qui s'est réalisée. Même moins attractif que lors de sa naissance, même fragile, l'euro a davantage étendu et renforcé son emprise que l'inverse.

Une monnaie fragile

Objet complexe, l'euro reste cependant avant tout une monnaie. La diversité de ses registres

peut conduire à lui imputer des développements dont elle n'est pas réellement responsable. L'euro apparaît parfois comme le bouc émissaire des tribulations de la construction européenne, subissant des reproches contradictoires – aller trop loin dans l'intégration, soumettre aux mêmes règles des économies et des cultures trop différentes, ou à l'inverse rester au milieu du gué, tenter de réaliser une intégration par des voies biaisées, avec des instruments inadaptés, un levier monétaire insuffisant à lui seul. D'où l'idée d'un dessein inachevé, qui ne pourrait aboutir qu'au prix d'améliorations techniques, mais surtout politiques, de politiques économiques créant les bases objectives de convergence et d'homogénéité qui lui font cruellement défaut. Leur absence, la carence des décisions politiques collectives à long terme sont alors compensées par une gestion de crises récurrentes. Elles ne font qu'ajouter à sa fragilité structurelle, ou plutôt elles la révèlent puisque les crises en sont précisément le produit.

L'euro, bouc émissaire

Il est en revanche, dans les défauts que l'on relève, deux données que l'on ne peut imputer à l'euro. La première est l'accroissement des inégalités, qu'il s'agisse des inégalités de développement entre États membres ou des inégalités sociales en leur sein. Pour les différentiels de croissance entre pays, elles tiennent à des divergences de compétitivité économique – choix des investissements, qualité des produits, politique commerciale, gestion privée des économies nationales... Les grandes entreprises sont en cause, la compétence de leurs directions, leurs choix stratégiques, plus que la monnaie. Mais ces directions semblent bénéficier d'une immunité de fait, ne rendent guère de comptes et se retirent fortune faite quel que soit le bilan de leur gestion. Dans le cas français, on peut ajouter que l'entrée dans l'euro a été opérée avec une politique du franc fort, alors qu'une dévaluation préalable et préparatoire aurait créé de meilleures conditions de compétitivité, dévaluation qui était au demeurant escomptée par l'Allemagne.

Quant à la croissance des inégalités au sein des sociétés, à la multiplication des situations de paupérisation, à l'érosion des classes moyennes, à la constitution d'une classe de possédants quasiment hors sol qui semblent survoler le sort commun, elles ne doivent non plus pas grand-chose à l'euro. Cette évolution oppose désormais les riches et les pauvres, comme au XIX^e siècle. Plus de prolétariat, renvoyé à la poubelle de l'histoire, en lutte contre une classe possédante redevenue volontiers rentière. Mais le mouvement est général dans les pays développés, marqué aussi bien aux États-Unis que dans l'Union européenne, et aussi bien dans la zone euro qu'à l'extérieur. Il est le fruit de la mondialisation économique, du recul de la puissance publique, de l'évasion fiscale, d'innovations technologiques qui limitent le recours à la main-d'œuvre, de nouvelles formes d'exploitation humaine débridées et sans complexes. Parallèlement, cette dynamique favorise dans les puissances émergentes le développement de classes moyennes intégrées au marché mondial.

La seconde donnée contemporaine que l'on ne saurait sans injustice attribuer à l'euro est celle de l'affaiblissement des États nationaux et de la crise d'identité d'un certain nombre d'entre eux. Depuis une quinzaine d'années, les tendances à la dislocation d'États membres de l'Union européenne se sont affirmées. Le désir de certaines régions, culturellement homogènes, de jouer seules leur destin, va croissant : Belgique, Espagne, Italie, Royaume-Uni, États anciens ou plus récents en sont affectés. Les raisons économiques ne sont pas prépondérantes, les contrecoups de la chute du mur de Berlin ou de l'éclatement de la Yougoslavie ne sont pas négligeables. Ces aspirations traduisent un refus de la solidarité nationale, voire de l'identité nationale, au profit le plus souvent d'une solidarité européenne fantasmée. Fantasmée, parce que si l'Union européenne encourage la régionalisation, elle s'oppose en principe à la dislocation de ses membres. L'euro n'est donc nullement en cause, d'une part parce qu'un pays comme le

Royaume-Uni, menacé par les souhaits séparatistes de l'Écosse, n'appartient pas à la zone euro, d'autre part parce que l'Union fait clairement savoir qu'une entité séparée d'un État membre contre son gré n'y serait pas acceptée.

Renforcer l'euro

En réalité, les problèmes de l'euro sont indissociables des conditions de sa genèse, voici quelques décennies. Il est le fruit d'un long effort, à la suite de la destruction unilatérale par les États-Unis du système monétaire international issu des accords de Bretton Woods et reposant sur le dollar. Lorsque, en 1971, les États-Unis ont renoncé à la convertibilité du dollar en or monétaire, ils ont fait de leur monnaie la seule référence et ont ainsi abouti à des taux de change flottants. C'est pour remédier à cette situation et pour créer en Europe une zone de stabilité monétaire que l'idée d'une référence commune s'est développée, par limitation de la variabilité des monnaies européennes entre elles. La dynamique interne, pragmatique, a donc répondu à une contrainte extérieure. Lorsque tout allait bien, on disait que « le serpent » était « le tunnel », signifiant par là que le flux des variations monétaires demeurait au fil du temps dans les limites convenues pour la viabilité du système. L'euro dérive du serpent dans le tunnel, mais toute variation individuelle des États membres est désormais impossible, ce qui a introduit dans le système une rigidité structurelle.

La relation avec le dollar a donc été et demeure décisive. Celui-ci est une monnaie nationale qui est en même temps monnaie internationale, et monnaie internationale dominante, situation sans précédent historique qui confère aux États-Unis un avantage considérable. L'euro est à l'inverse une monnaie internationale qui est en même temps monnaie nationale de plusieurs pays, ce qui complique et fragilise sa gestion. Sans doute les deux sont-ils gouvernés par des banques centrales indépendantes. Mais la Réserve fédérale américaine (Fed) est incomparablement plus puissante que la Banque centrale européenne. Elle

ne se limite pas à maîtriser l'inflation, elle s'attache également à la croissance de l'économie américaine dans son ensemble. À ce titre, elle ne se préoccupe que secondairement du retentissement de ses décisions sur l'économie mondiale, qu'elle domine pourtant : « le dollar, notre monnaie, votre problème » est une formule aussi cynique que célèbre. L'euro aurait pu devenir une monnaie internationale de réserve rivalisant avec le dollar, perspective intolérable pour les États-Unis. Ce n'est plus le cas désormais, et en raison des crises successives, l'euro est devenu un satellite du dollar, lié à ses évolutions. Une conséquence positive en est que les États-Unis ne souhaitent plus son échec. Et quelle serait la monnaie d'une zone de libre-échange transatlantique si le traité en négociation devait voir le jour ?

Reste la dynamique interne de l'euro. Pour simplifier, deux grands types d'explication sont apportés à sa fragilité. La première est politique : la conception même de la monnaie unique serait défectueuse, parce qu'il serait illusoire de créer une monnaie unique en dehors d'un système fédéral qui centraliserait les décisions et pourrait imposer une solidarité redistributrice en faveur des membres désavantagés. Ainsi procède le fédéralisme américain au profit des États de l'Union les plus pauvres. Faute d'une telle solidarité organique, les inégalités entre les membres ne peuvent être compensées que par des crises à répétition dont la solution est toujours aléatoire – l'exemple de la Grèce l'illustre de façon récurrente. Les opinions se lassent, les politiques d'austérité deviennent structurelles et la monnaie est perçue comme un carcan dont il devient tentant de se défaire. Renforcer l'euro suppose-

rait donc fondamentalement un nouveau bond en avant dans la construction européenne, un fédéralisme monétaire abouti qui subordonne les États membres à des décisions centrales pour tout ce qui concerne la monnaie unique. À défaut, certains soutiennent que mieux vaudrait en venir à un euro monnaie commune et non unique, permettant des ajustements par dévaluations nationales et limitant l'euro aux échanges internationaux.

Une seconde explication impute les faiblesses de l'euro aux inégalités excessives de développement entre États membres et aux différences de leurs systèmes internes dans le domaine économique. Comment stabiliser une monnaie unique si les mêmes disciplines budgétaires ne sont pas respectées par tous, si les régimes fiscaux sont disparates, si les normes sociales sont divergentes, si le dumping fiscal et social crée entre États membres des distorsions de concurrence qui affectent la compétitivité de certains et en définitive la prospérité de tous ? Si la monnaie unique devient un jeu à somme nulle avec des perdants et des gagnants, elle ne permet ni fluidité ni croissance des échanges entre les membres de la zone euro, elle renforce les inégalités et est condamnée à s'autodétruire. Alors, son renforcement suppose la recherche d'une convergence croissante entre États membres, qui peut être encouragée par des normes de gestion économique identiques pour tous. Sans aller jusqu'à un fédéralisme politique, le rapprochement des systèmes pourrait suffire. On a progressé en ce sens, ainsi avec l'Union bancaire, mais on en est encore loin. L'euro reste un dessein inachevé. ■

Serge Sur